

LIONEL ZINSOU

Co-président de SouthBridge, ancien Premier ministre du Bénin

Je pense que nous en avons beaucoup à en tirer dans la vision, dans l'imaginaire, autant que dans l'effondrement des coûts de transaction et dans les volumes. Vous savez, l'industrie, c'est très simple : si vous formez cette bouteille à mille coups minute, vous allez avoir un prix qui s'effondre, si vous êtes cinquante-cinq fois plus lents, vous allez avoir des prix absolument prohibitifs. Nous ne sommes pas compétitifs, parce que nous n'avons pas cette échelle. Nous ne sommes pas compétitifs, parce que nous ne sommes pas une zone intégrée et un marché unique. Après, les zones libre-échange peuvent se protéger des autres zones du monde. Nous pouvons aussi imaginer un protectionnisme que nous repoussons aux frontières de la zone de libre-échange. Vous savez que c'est ce que les économistes reprochent à l'Union Européenne, un grand marché unique mais qui est relativement fermé aux autres, et donc pose un problème. Vous accroissez le bien-être à l'intérieur de l'Europe grâce au grand marché unique, et vous réduisez le bien-être mondial, puisque c'est une zone relativement fermée, notamment pour les produits agricoles. Le Président Terrab a eu raison de dire que tout va commencer par l'agriculture juste parce que cela emploie 50% de la population active, donc si l'on ne s'occupe pas de cela, 23% du PIB, 50% de la population active, il n'y aura pas de révolution financière, industrielle. Il faut commencer par ce qui est notre véritable économie. L'Union Européenne réduit le bien-être mondial au sens où elle est une forteresse en matière agricole, donc il y a toujours cette ambiguïté. Mais si nous améliorons le bien-être et la croissance, l'échelle, que nous abaissons les coûts, nous améliorerons l'attractivité en Afrique – c'est quand même aujourd'hui l'urgence – d'autres s'occuperont du bien-être mondial.

Sur la fiscalité de porte, Nathalie, oui c'est vrai, cela va être un obstacle, il faut que nous adaptions notre fiscalité. Au Bénin, comme la moyenne de l'Union de l'Afrique Subsaharienne, nous prélevons 15% du PIB en impôts, c'est deux fois moins que l'OCDE, deux fois moins que la Chine. En outre, nous ne prélevons pratiquement rien pour la protection sociale, sinon l'écart serait encore plus fort. Il n'est pas possible d'éduquer, de soigner, de transporter sa population avec 15% de dépenses publiques. Nous faisons un peu plus parce qu'il y a un peu d'aide et il y a un peu de déficit, mais avec 15% de prélèvements obligatoires, ce n'est pas possible. Nous avons une équation qu'aucun gouvernement ne peut résoudre comme cela. Donc il y a un chantier fiscal, qui est beaucoup plus important. Le sous-problème qui est très important dans mon pays, c'est que sur les 15% du PIB, il y a 7,5% du PIB qui ne sont que de la taxation douanière. Ce n'est pas de la taxation à l'importation mais de la taxation à l'exportation, qui est le premier poste. C'est-à-dire que nous pénalisons, dans la plupart de nos pays, par des taxes, simplement parce que c'est le seul endroit, le port d'embarquement, où nous appréhendons les flux. Nous taxons nos exportations.

Nous avons beaucoup de mérite parce que malgré tout, l'Afrique des vingt dernières années a grosso modo augmenté ses exportations de 15% par an tous les ans. Il y a une dynamique d'entrée de l'Afrique extraordinaire dans les échanges internationaux, mais nous avons du mérite parce que nous taxons notre cacao, notre café, notre coton, parce que c'est la seule façon d'appréhender. On nous a livré un continent absolument non soutenable. Elisabeth parlait de ressentiment ; les nouvelles générations, je vois bien mes enfants, ils n'ont pas plus de ressentiments contre la colonisation que les Français vis-à-vis de la colonisation romaine. Si vous voulez, il y a un moment, où tout cela s'est terminé, cela ne sert à rien. Mais quand même, rappelons qu'on nous a livré un continent sans crédit, sans épargne, élaboré sans fiscalité, sans infrastructure, sans école, sans hôpitaux. Cela fait beaucoup de manques. C'est vrai qu'il y a un gros travail qui se trouve dans les chiffres de croissance, un travail de rattrapage, qui est très important. Nous avons un chantier de fiscalité plus large, et ce que nous avons tous en commun, même les pays très avancés comme le Maroc – un peu moins l'Afrique du Sud – c'est un secteur informel très important. Ce secteur informel au Bénin, je ne sais pas ce que vous diriez spontanément, c'est le même chiffre au Togo, au Nigeria, en Côte d'Ivoire. Je ne sais pas, si je vous demandais que représente-t-il dans l'emploi, si vous auriez le chiffre, alors je vous le donne, c'est 90% de l'emploi qui est dans le secteur informel. Quatre-vingts au Maroc, le chiffre marocain m'a plus surpris encore que le chiffre béninois, parce que l'on a le sentiment d'une économie complètement adaptée à la mondialisation.

Notre vrai problème, c'est comment l'on arrive à ouvrir des droits, à sortir de la précarité. Comment on utilise les nouvelles technologies. Moi, je crois beaucoup que la modernisation du secteur informel par le numérique est



extrêmement efficace, parce qu'il y a dans l'informel des principes de productivité et d'efficacité remarquables. Cela n'est pas juste un secteur formel dégradé. Et vous savez, quand vous avez des toutes petites unités de commerce, avoir la possibilité d'aller sur le Cloud stocker ses données et les mobiliser à travers son téléphone – nous l'avons vu un peu en Chine, beaucoup en Inde, qui ressemble plus à l'Afrique – ce sont des façons d'activer la modernité dans le secteur informel. C'est un enjeu énorme, mais nous devons commencer par ouvrir aux gens des droits. Nous ne pouvons pas leur proposer « Je vais vous harceler fiscalement à partir du 1^{er} janvier, parce que je vais vous forcer à passer de l'informel au formel ». Nous n'y arriverons jamais. Il faut ouvrir des droits, utiliser les technologies qui sont adaptées, regarder en détail comment l'e-commerce progresse grâce aux transports informels, grâce au *last mile*, les problèmes de distribution. Regardez comment vous avez une hybridation de quelque chose qui peut vous paraître archaïque et quelque chose qui vous paraît de la science-fiction tellement c'est moderne, et regardez comment, petit à petit, nous allons transformer l'un. Après, la conséquence est que nous pourrions commencer à appréhender des flux de fiscalité, c'est-à-dire du revenu. Quand vous avez 90% de vos employés qui n'ont pas d'existence légale, pas de protection, pas d'existence fiscale, ils ne peuvent pas être des contribuables. Quand vous avez des entreprises, 80% de vos entreprises ne sont pas déclarées, ne respectent pas de normes, etc. Vous ne pouvez donc pas asseoir une fiscalité, vous êtes dans une fiscalité de porte, c'est-à-dire que vous pénalisez vos propres exportations. Vous avez un ennui avec le libre-échange, c'est que vous allez vous pénaliser beaucoup moins, mais du coup, vous n'allez plus avoir de flux de recettes.

Nous avons besoin de périodes de transition, le chantier de rendre le secteur informel plus formel et plus productif est à mon avis la clé, la réponse à ta question.